

«Anti.Mythes» a reçu une lettre anarchiste...

... du père CUTEUR, toujours à propos des amis de la dictature du prolétariat!!!

## QUAND L'EMPIRE ATTAQUE, CEUX QUI ONT REFUSÉ D'ÊTRE ENVAHIS N'ONT-ILS PAS, SELON LE DOGME IMPÉRIAL, BIEN MÉRITÉ DE L'ÊTRE!

le 1<sup>er</sup> vendémiaire 233 - 22 septembre 2024,

Mes chers amis, mon cher Anti.mythes,

Je m'étais arrêté, dans ma lettre précédente, à la prise du pouvoir par l'engençage bolchevique.

-----

Cette prise de pouvoir n'appela pas une révolte des populations de l'Empire contre le coup-d'État, ni pour la défense des prérogatives institutionnelles de l'*Assemblée constituante*, ni pour un retour au pouvoir tsariste.

La guerre «civile» qui s'en suivit nécessita que les forces sociales prissent fait et cause: - soit pour la réforme agraire et la socialisation de l'industrie, - soit pour le maintien ou le retour à la propriété capitaliste et féodale. Les questions nationales n'auraient, vu de l'extérieur, pas été dominantes, mais, pour les populations concernées, le problème leur semblait a posteriori bien différent.

Dans le premier cas, il s'agissait de défendre les prérogatives économiques et l'autonomie des soviets et autres organismes de producteurs, - y compris les syndicats, - même en partie bolchevisés, et tenter de poursuivre la révolution (1); dans le second, d'appuyer les forces militaires prenant fait et cause pour la restauration. Il n'y avait pas de place pour la défense ou la promotion de l'*Assemblée constituante*, même si celle-ci représentait à sa façon, si on additionne toutes ses composantes se revendiquant du socialisme politique, les revendications fondamentales des populations de l'Empire: «*La terre aux paysans, les usines aux ouvriers, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*» (2).

-----

On eut donc: - d'un côté cette «*Armée rouge*» composée d'une partie importante de l'armée issue de la mobilisation pour la guerre étrangère, jusqu'à la plus haute hiérarchie parfois (voir plus loin de quelle façon); - de l'autre essentiellement des forces issues ou constituées à partir des forces étrangères présentes sur les périphéries de l'Empire, notamment grâce au traité de Brest-Litovsk.

La volonté révolutionnaire des populations les amena à opter pour l'*Armée rouge* plutôt que pour l'*Armée blanche*, l'*«option»* ne constituant pas forcément une «*adhésion*».

Du Pouvoir acquis par le coup-d'État, d'abord

dans les centres politiques de l'Empire, - Petrograd et Moscou, - le *Parti bolchevik* l'étendit progressivement jusqu'aux frontières possibles, au gré de la volonté des populations de combattre avec eux la réaction pro-tsariste, ou par la seule action des populations de mener eux-mêmes le combat, la *Tchéka* s'installant sitôt les positions militaires consolidées pour y asseoir la dictature nouvelle.

Seule, ou presque, «*l'armée au drapeau noir*» dite «*makhnoviste*» constitua une exception. En Ukraine, bien que contrainte de s'allier avec l'*Armée rouge* à deux reprises, avant de se faire tirer dans le dos... à deux reprises, elle représenta la réalité de la révolution, l'*Armée rouge*, elle, la réalité de la contre-révolution (3). Les populations

---

(1) La poursuite de la révolution sociale nécessitait la fin de la contre-révolution bolchevique. Commencée, du point de vue étatique par la prise du *Palais d'hiver*, mais fondamentalement précédée, du point de vue social, par l'assujettissement des organismes économiques révolutionnaires (mis en place par les producteurs eux-mêmes) à la nécessité de l'établissement de la dictature nouvelle, sa mise en cause ultérieure s'appuiera sur les mots-d'ordre: «*soviets débarrassés des partis*», «*société débarrassée des polices*».

(2) Un siècle plus tard, une branche des «*marxistes-léninistes*», des «*troskystes*», fait toujours sienne la revendication d'une *Assemblée constituante*. On peut légitimement en conclure qu'ils optent toujours, derrière ce mot-d'ordre, pour une prise du Pouvoir par un coup-d'État; à moins que, les âges pesant sur les Hommes, ils optent individuellement pour une place bien assise et rémunérée, dans les autres du Pouvoir en place, quel qu'il soit, et où qu'il soit! Mais, méfiez-vous quand-même! Si vous voyez une de ces engençages affirmer qu'elle a gagné, par exemple les élections législatives de 2024 en France, faites bien les comptes. En effet, les *Néo-frontistes-populeux* ont totalisé 28,84% des suffrages exprimés au 1<sup>er</sup> tour - soit 18,74% des inscrits, et 26,68% au 2<sup>nd</sup> tour - soit 16,80% des inscrits.

Quelle victoire? L'exigence d'un gouvernement opérant par décrets, contrairement à la Constitution, appuyée par des manifestations (émeutières?) de rue, pourrait bien apparaître comme une tentative de coup-de-force post-électoral! Hélas! les troupes (à ne pas confondre avec les votants) font défaut. Et celles du *Tovaritch POUTINE* sont bien occupées ailleurs!!!

(3) Il y a eu une révolte conséquente dans les régions de Tambov et environnantes. La personnalité de l'un de ses responsables, Alexandre ANTONOV, est certes connue, mais la narration de ces événements par les révoltés eux-mêmes n'existe pas, semble-t-il, aucun protagoniste important n'étant parvenu à l'étranger à la fin de ceux-ci.

d'Ukraine payent encore aujourd'hui l'audace révolutionnaire des révoltés de cette époque.

-----

Avant de passer à nos réflexions annoncées, un petit mot sur la «terreur»!

Quiconque combattait sous un drapeau ou un autre le faisait-il librement?... ou le «sauver-sa-peau-avant-tout» n'aménait-il pas à prendre des positions étranges, et des risques de toutes sortes?

Écartons les formations miliciennes, issues des organismes révolutionnaires mis en œuvre par les populations gérant, elles-mêmes, la défense de leur révolution, leurs membres étaient des volontaires.

Laquelle des deux «terreurs», la «blanche» et la «rouge», était-elle pire que l'autre?

N'étant pas à même, ni n'ayant l'envie, le goût ou la capacité, de tenir la comptabilité morbide de leurs œuvres respectives, je me bornerai à noter un fait propre à la «rouge»: la pratique institutionnelle des otages.

Les officiers de l'ex-armée tsariste fuyant en nombre vers l'étranger et les «armées blanches», ceux qui ne le firent pas eurent leurs proches pris comme otages. On peut penser que ces officiers n'en devinrent pas pour autant «mamoureusement» bolcheviques; on peut penser également qu'ils n'avaient pas une sympathie éhontée pour la racaille sociale, dont les moujiks.

Les otages n'étaient pas emprisonnés, ils étaient aussi libres que tout un chacun sous le régime de la *Tchéka!* Leurs noms et adresses étant publics, les individus concernés étaient exposés en permanence à la vindicte... de n'importe qui, au nom de l'État, ou en nom propre. Une technique terrorisante qui fit bien des émules...

L'encadrement des trouffions de l'«Armée rouge» était donc constitué d'ex-officiers n'envisageant pas de ne plus l'être, et surtout de continuer leur carrière et d'assurer leur rang social! On peut deviner le zèle qu'ils mirent à la tâche!!!

-----

Examinons les situations des populations de l'Empire qui vécurent alors «bon-gré, mal-gré», en des États nouveaux, dans ou hors de «l'U.R.S.S.».

Avant de continuer l'étude des conflits guerriers qui suivront le traité de Brest-Litovsk jusqu'à nos jours, rappelons quelques considérations fondamentales quant aux termes utilisés ensuite:

- les termes «Peuple» ou «Nation» seront exclusivement pris selon la définition d'Ernest RENAN: une «communauté de destin choisi», au sein de laquelle les contradictions sociales sont appelées - ou pas - à se régler;

- en dehors des situations bien définies comme ci-dessus, j'utiliserai tout simplement le terme de «population»;

- les «armées» sont des forces militaires mises en œuvre par les «États» ou les aspirants au «Pouvoir

étatique»;

- dans le cas des «population révoltées» organisant leur défense, et n'envisageant évidemment aucune conquête territoriale ni assujettissement de populations, le terme «armée» sera utilisé avec circonspection et justification, seuls les contraintes d'ordre stratégique légitimant des contraintes militaires, dans certaines limites.

-----

Le premier État à s'émanciper de l'Empire fut la Finlande. Antérieurement à 1809, elle faisait partie du *Royaume de Suède*. Elle n'aura été rattachée, sous «union personnelle» à l'Empire qu'un siècle environ, gardant ou créant ses propres institutions politiques (suffrage universel des deux sexes dès 1906!). Le «fait national» finlandais était une réalité que les tentatives de russification ne parvinrent pas à réduire durant le 19<sup>ème</sup> siècle.

Lors des élections parlementaires d'octobre 1917, les socialistes perdent la majorité au Parlement. Après le coup-d'État bolchevique à Petrograd (7 novembre), un coup-d'État pro-bolchevique est fomenté à Helsinki le 16 novembre, alors qu'une grève générale politique y sévit du 14 au 19; il avorte. Le 6 décembre 1917, le *Parlement de Finlande* proclame l'indépendance. Elle est reconnue par la *République socialiste fédérative de Russie* et l'*Empire allemand* le 4 janvier 1918.

La crise politique opposant les partis conservateurs et socialistes finlandais s'aggravant, les «gardes blanches» et «gardes rouges», milices d'auto-défense constituées durant l'année 1917, deviennent des «armée blanche» et «armée rouge», protagonistes d'une guerre civile se déroulant du 27 janvier au 15 mai 1918.

Côté «blanc» interviendront également des forces régulières allemandes et suédoises; côté «rouge», la *Russie bolchevique* a fourni l'armement, mais ne pouvait pas intervenir en vertu de l'armistice du 6 décembre, préambule des discussions ouvertes le 22 décembre et conclues par le traité de Brest-Litovsk le 3 mars 1918; les régiments de l'armée impériale russe encore présents en Finlande (60.000 hommes) n'intervinrent que pour 6 à 10.000 d'entre-eux, dont 4.000 seulement en première ligne.

Au total, 1,2% de la population finlandaise perdit la vie, dont 75% d'entre-eux dans le camp rouge.

De sa victoire à l'est l'*Empire allemand* tira la puissance politique et économique pour imposer à la Finlande un roi, cousin de l'Empereur. Cette domination tomba lors de la défaite de l'*Empire allemand* à l'ouest, le 11 novembre 1918.

Si, le 17 juillet 1919, le Parlement finlandais, en adoptant une *Constitution républicaine parlementaire*, constituait une *Nation finlandaise*, il fallu attendre cependant l'année 1927 pour que les derniers prisonniers condamnés en 1918 soit enfin libérés.

Le 21 janvier 1932, un *Pacte soviéto-finlandais de*

*non-agression* est conclu, confirmé le 7 avril 1934 pour dix ans (31 décembre 1945), et unilatéralement rompu par l'*Empire russe* le 28 novembre 1939. Le 30 novembre l'*Empire* attaque. Le traité de Moscou qui met fin à cette guerre, le 13 mars 1940, malgré l'échec russe, aboutit à des concessions territoriales finlandaises: la Carélie, dont la ville industrielle de Vilipuri (Vyborg), devient russe, l'ensemble de sa population est expulsée vers la Finlande (entre 400 et 500.000 individus).

L'objectif final: l'annexion de la Finlande, ne sera plus jamais atteint, la *Nation finlandaise* ne veut pas rentrer dans l'*Empire*. Mais l'Histoire ne s'arrête pas là.

Revenons un peu en arrière. Le 23 août 1939 était signé le pacte de non-agression germano-soviétique. Le 1<sup>er</sup> septembre l'*Empire allemand* attaque, le 17, c'est l'*Empire russe*. La Finlande faisait partie des zones dont le second pouvait s'emparer, la tentative a commencé le 30 novembre. Les Finlandais s'en souviendront, comme ils se souviendront aussi que l'*Empire britannique* et l'*Empire français* lui ont fait faux-bond à cette étape, et comme ils se souvenaient toujours que ces deux derniers ne les avaient pas soutenu contre le nouvel *Empire russe* en 1918.

Les *Empires démocratiques* (ni les États scandinaves) ne leur ont jamais été d'une aide quelconque contre les *Empires dictatoriaux*. Aussi lorsque l'*allemand* attaqua le *russe*, le 22 juin 1941, les Finlandais n'eurent aucun complexe à attaquer le *russe*, avec une aide matérielle de l'*allemand* tout de même, le 25 juin 1941, et restèrent ainsi belligérants de fait du côté de l'*Axe* jusqu'au 19 septembre 1944.

Cette guerre dont le but était d'empêcher l'*Empire russe* de mettre en cause leur indépendance (et éventuellement de récupérer les territoires perdus en conclusion de la guerre précédente), seuls les Finlandais peuvent y porter un jugement de valeur; les procès pour crimes de guerre qui se sont déroulés en 1946 sous la contrainte russe valent-ils jugement de l'Histoire? Faudrait-il encore que ceux qui exigèrent ces procès rendissent des comptes pour ceux qu'ils commirent de leur côté, également.

La situation de la Finlande, du début de la guerre froide jusqu'à l'effondrement de l'U.R.S.S., est celle d'une neutralité contrainte au seul bénéfice de l'*Empire russe*, nommée péjorativement «*finlandisation*». Elle cessa à l'effondrement de l'U.R.S.S., qui fut également l'effondrement du *Parti communiste de Finlande*, succursale principale de l'*Empire déchu*, qui avait été imposé à quasi toute coalition politique pendant cette période.

En 2022, date de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Parlement de Finlande rompt avec cette soumission forcée et décide de choisir ses alliances internationales à son gré, pour la première fois depuis son indépendance formelle.

Changeons de continent et de contexte.

-----  
La Mongolie s'est-elle émancipée au moment de la «révolution bolchevique»?

Son propre empire avait péri depuis plusieurs siècles, au profit des empires limitrophes: turc, russe, japonais et chinois. Au moment examiné, ce sont les *Empires chinois, japonais et russe* qui s'intéressent à cette région.

Comme en maintes circonstances, ce sont les effondrements des empires qui permettent les émancipations des *Peuples ou Nations*. Ces effondrements n'étant que rarement concomitants, il en reste toujours un pour tenter de s'agrandir au détriment d'un autre, et la Mongolie est un cas extrême de cette situation.

La débandade russe lors de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 a affaibli l'*Empire russe* dans cette région. La révolution chinoise de 1911 y a affaibli à son tour l'*Empire chinois*. Ce qui fut nommé longtemps «*Mongolie-extérieure*» proclama son indépendance en 1911, mais resta sous influence russe. A la faveur de la reconquête de ses territoires asiatiques, le nouvel *Empire russe* en confirma l'indépendance en 1923, en réalité en fit un protectorat.

Le *Pacte de non-agression russe-japonais* signé le 13 avril 1941 protégea la Mongolie de l'*Empire japonais*, mais elle fut de fait entraînée dans la guerre déclarée le 9 août 1945 par l'*Empire russe* contre l'*Empire japonais*.

Il resta cependant quelques visées de l'*Empire chinois* reconstitué sur la Mongolie, après la défaite de l'*Empire japonais*. Dans un premier temps, le gouvernement nationaliste du *Kuomintang* exigea un référendum; sans inquiétude pour l'*Empire russe*, avec 98% de participation et presque autant de vote pour «l'*indépendance*»... l'*Armée rouge* russe confirma... la volonté mongole d'indépendance le 20 octobre 1945. Mais le gouvernement maoïste qui pris le pouvoir en 1949 réaffirma, après sa rupture avec l'*Empire russe*, dans les années 60, sa volonté d'*Empire chinois*... de récupérer les territoires perdus depuis la fin de sa splendeur passée!!! Ce ne fut que la perspective de reconnaissance par l'*Empire américain* qui le fit s'en abstenir définitivement.

Il ne restait plus à la *Nation mongole* qu'à se libérer de la «*protection*» de l'*Empire russe*. Il fallait bien pour cela que ce dernier s'effondra.

Si, pour sa propagande en direction des «*Peuples*» auxquels l'*Empire russe bolchevique* promettait toute la liberté possible, le cas de la Mongolie indépendante de l'U.R.S.S. constituait une vitrine, il ne le devait qu'au peu d'intérêt économique que présentait à l'époque cet État en regard à ceux de l'ouest.

Les années 90 virent la *Nation mongole* débuter son existence autodéterminée, quand tous les *Em-*

pires ne surent plus ou ne purent plus la mettre sous leur tutelle.

-----

De même que celui de la Finlande, le sort des républiques baltes ne pouvait échapper à ce que, en d'autres lieux, les imitateurs impériaux des bolcheviques nommèrent: leur «*espace vital*».

Ainsi, l'Estonie, proche géographiquement, culturellement et industriellement de la Finlande, a subi les mêmes tutelles nordiques qu'elle, avant de devenir un espace de colonisation allemande, dont l'*Empire russe* s'empara au début du 18<sup>ème</sup> siècle sans mettre en cause les pouvoirs économiques et politiques de la noblesse allemande.

L'émancipation politique des populations estoniennes débute au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle par l'affirmation du fait national: développement de la langue estonienne (enseignement, presse, littérature...), réappropriation foncière par achat des terres, conquête du pouvoir dans les institutions locales. L'*Empire russe* tenta une «*russification*» au détriment de l'allemand et de l'estonien (comme en Finlande), à laquelle riposta la population estonienne par une accentuation de la conquête des pouvoirs publics, au détriment de l'aristocratie allemande, la bonne alliée de l'*Empire russe*.

Quand débute la révolution en 1905 dans l'*Empire russe*, un *Congrès national* estonien posa les bases institutionnelles d'un territoire national autonome et exigea l'arrêt de la *russification*. Quand la révolution reprit en février 1917, l'autonomie institutionnelle de l'Estonie fut accordée par le *Gouvernement provisoire*, et une *Assemblée provinciale* fut élue. Un coup-d'État bolchevique, en novembre 1917, aboutit à la dissolution de l'*Assemblée provinciale*; un *Comité de Salut public* organisa la lutte contre les nouveaux tenants de l'*Empire russe*, et, sitôt ces derniers hors du territoire estonien, il proclama l'indépendance le 24 février 1918.

Cependant, l'*Empire allemand*, du 17 octobre 1917 au 4 mars 1918, envahit l'Estonie, mettant fin à l'indépendance. Avec les restes de l'aristocratie allemande, il prépare le rattachement, en nom personnel, à l'Empereur d'Allemagne. A la chute de l'*Empire allemand*, le 11 novembre, l'Estonie retrouve son indépendance.

Dès le 22 novembre, le nouvel *Empire russe* tente de reprendre le contrôle des territoires estoniens. Hélas pour lui, il perdit cette guerre et, par la signature du traité de Tartu, le 2 février 1920, il dut en reconnaître l'indépendance.

Durant cette guerre, les armées estoniennes ont été soutenues par des armées de l'*Entente*, et des armées *russes-blanches*, ne voulant, toutes, que la restauration tsariste... Or, le traité de Tartu constituait de fait la reconnaissance du nouvel *Empire russe* par l'Estonie. Cruel dilemme!

En vertu du *Pacte germano-soviétique* du 23 août 1939, l'Estonie, classée dans la zone d'influence

russe, se vit imposer, à partir du 24 septembre, une sorte de protectorat très intrusif. L'*Empire russe* se dispensait ainsi d'ouvrir un nouveau front militaire en sus des fronts polonais et finlandais. Le 17 juin 1940, cette situation se transforma en une occupation militaire totale, le 6 août 1940 en une annexion.

Du 22 juin 1941 (opération *Barbarossa*), à la fin octobre 1941, l'*Empire allemand* envahit l'Estonie, qu'il intègre au *Commissariat impérial des Terres de l'est* (*Reichskommissariat Ostland*), avec la Lettonie et la Lituanie.

Du début de l'année 1944 au mois de novembre, l'*Empire russe* reconquiert l'Estonie.

Ce n'est qu'à proximité de l'effondrement de l'*Empire russe* que, après des élections libres, le *Parlement de l'Estonie* adopte une *Déclaration de souveraineté* le 16 novembre 1988. C'est en mars 1991 qu'un référendum entérinera l'indépendance complète par 78,4% des suffrages exprimés. La République sera proclamée le 20 août 1991, soit pendant le coup-d'État des «*vieux sbires du K.G.B.*».

Entre-temps, le très libéral Gorbachev n'admettant par les velléités d'indépendance des États baltes tentait de reprendre les choses en main par un coup-d'État. En janvier 1991, l'armée russe envahissait l'Estonie; la population l'empêcha d'atteindre ses buts par moult barricades et cordons humains. D'Estonie, l'armée russe repartit. Il y eut quelques affrontements le 21 août 1991 et les jours qui suivirent le coup-d'État des «*vieux-sbires du K.G.B.*», à Moscou, sans suite.

A compter de ce moment, cette *République estonienne*, qui bénéficiait toujours de la reconnaissance internationale occidentale de 1918, retrouva toute ses prérogatives en matière de choix de son destin en tant qu'expression de la *Nation estonienne*.

La population d'Estonie a, du fait des *Empires allemand et russe*, subi des modifications importantes depuis la première indépendance. La population «allemande» a quasiment disparu. Le pourcentage de population «russe» a augmenté après chaque invasion par la volonté de cet empire «*d'assimiler*» les populations autochtones, et d'en déporter la partie dont il ne voulait pas. Il semble que, depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, les populations russophones «*s'estonisent*», souhaitant sans doute «*s'assimiler*» plus fortement, et s'émanciper des tentatives de manipulations du dernier *Empire russe* en date.

-----

La Lettonie est une autre *Nation balte* ayant subi la domination des *colons allemands*. La christianisa-

(4) Il me semble que l'adhésion des barons baltes à la confession protestante luthérienne, sous l'influence des conquérants suédois au 15<sup>ème</sup> siècle, a été le début de l'adaptation de ces ex-papistes à ce que l'on peut qualifier de «*permanence du Pouvoir*», ou «*permanence de l'État*». A suivre.

sation des populations païennes des côtes baltes, - des prussiens aux estoniens de l'époque, - et tout ce qui va avec, - a été l'œuvre des «*Croisés*» en mal de conquête moyen-orientale, qui s'y sont attaqués, sous la houlette du pape Innocent 3<sup>ème</sup>, et portant des surnoms très engageants tels *Chevaliers teutoniques* et *Chevaliers porte-glaives*. Ces matadors constitueront cette *noblesse allemande* qui, au départ sous la tutelle des évêques papistes, s'adaptera à tous les conquérants (4), jusqu'à ce que les populations assujetties s'en émancipent, et les assimilent à l'*Empire allemand* aux moments de ses défaites (5). Si vous ne savez pas pourquoi dans l'est de l'Allemagne, que soit après la première puis après la seconde guerre mondiale, et encore de nos jours, émanent des relents nationalistes des pires que nous ayons connus, retrempez-vous dans l'Histoire de ces populations baltes, et du sort qui fut celui de leurs oppresseurs dits «*allemands*», et actuellement *allemands* tout-de-même...

A début du 18<sup>ème</sup> siècle, l'*Empire russe* assujettit les populations lettones, toujours avec l'aide des «*barons baltes*».

Comme en bien d'autres lieux, Finlande ou Estonie vus précédemment, le fait national se développe durant le 19<sup>ème</sup> siècle sous les aspects linguistiques et culturels. L'*Empire russe* y répondra par sa volonté de «*russification*» des populations des provinces périphériques, comme nous l'avons vu précédemment. Dans le même temps, l'*Empire allemand* aida, au nom du *pan-germanisme*, à une *germanisation* linguistique de la population allo-gène (6) (7).

Les révolutions de 1905 et 1917 en Lettonie se déroulent à peu près de la même façon que dans les autres régions périphériques de l'*Empire russe*: les revendications démocratiques, les revendications sociales et les revendications nationales s'y affirment de toutes les manières que les intéressés décident. Si la mise en place d'un État indépendant ne fut pas immédiate, elle le doit d'une part au processus choisi par les formations politiques locales favorables à l'indépendance, d'autre part au fait que le *traité de Brest-Litovsk* partageait la Lettonie entre les deux empires en attribuant la plus grande part du territoire letton à l'*Empire allemand*, et que celui-ci l'occupa dès la signature du traité (mars 1918), jusqu'à sa défaite à l'ouest, en novembre 1918.

Le 18 novembre 1918, l'indépendance est proclamée par les nationalistes. Le 19 novembre, les bolcheviques lettons proclament une *République socialiste soviétique de Lettonie*. La guerre civile qui s'en suit dure jusqu'en 1920. Les nationalistes lettons obtiendrons l'aide d'une «*armée allemande*» composée à la fois d'anciennes troupes régulières et de volontaires, dits «*corps-francs*» (8). Sitôt les troupes bolcheviques défaites, ces troupes se retournèrent contre les nationalistes, leur but terminal étant avant tout, en appuyant les «*armées*

*blanches*» russes, de rétablir le régime tsariste. Grâce à l'aide des nationalistes estoniens, «*l'armée allemande*» sera défaites définitivement le 22 juin 1919, les anciennes troupes régulières allemandes priées de quitter le territoire, et les «*lettions-allemands*» incorporés à l'armée nationale lettone (9). S'en suivra une victoire définitive sur l'*Empire russe bolchevique*, les «*régiments lettons*» qui firent l'essentiel de la prise du palais impérial russe d'hiver à Petrograd en novembre 1917 ayant été dispersé sur d'autres fronts: *plus fiables*!

Le 1<sup>er</sup> mai 1920, l'*Assemblée constituante lettone* proclame, une fois encore, l'indépendance de la *République de Lettonie*. Elle finit par être reconnue par l'*Empire russe* le 11 août 1920, et par les alliés de l'*Entente*, le 21 janvier 1921 seulement (10)!

Selon les clauses particulières du *Pacte germano-russe* du 23 août 1939, la Lettonie, elle aussi, est classée dans la zone d'influence russe, et, à partir du 24 septembre, se voit imposer un protectorat très intrusif. Le 17 juin 1940, pour elle aussi, cette situation se transforma en une occupation militaire totale, le 6 août 1940 en une annexion après un référendum ad hoc.

(5) Cette remarque vaut également pour les allemands installés dans d'autres régions (et leurs descendants), telles l'Ukraine.

(6) Il faut préciser ici que la présence «*allemande*» dite des «*barons baltes*» était plus importante qu'en Estonie, qu'une influence directe de l'*Empire allemand* y était sans doute plus sensible, et que la *germanisation* y était sans doute plus aisée à mettre en œuvre.

(7) Une théorie étrange voudrait que le *pan-germanisme* fut une réponse au *pan-slavisme*. Aucun Empire n'a besoin de justifier l'«*assimilation*» des populations qu'il asservit par les pratiques d'un autre; tous pratiquent de la même façon: occupation, dépossession, assimilation, extermination, - chaque étape dépendant de la réussite ou non de la précédente. A la question: *Qui peut avoir à justifier l'Empire allemand de cette époque au détriment de l'Empire russe de la même époque, et, simultanément, ignorer le pan-slavisme de l'Empire russe qui suivit?* Je n'y vois que les soutiens de l'*Empire allemand d'époque*, adversaire de l'*Empire russe d'époque*, mais amis de l'*Empire russe* de l'époque suivante: les amis de messieurs Marx, Engels, Lénine, entre autres. La dialecte de cette engeance est bien cruelle.

(8) Au moment de la première déclaration d'indépendance, les nationalistes lettons promirent aux «*allemands*» de Lettonie la nationalité lettone s'ils combattaient avec eux. Ils se sont notamment retrouvés dans ces «*corps-francs*».

(9) Qu'après la débandade de l'*Armée blanche* germanique un tel phénomène s'avéra possible peut sembler surprenant, mais les circonstances aussi étranges qu'elles paraissent sont effectivement bien surprenantes. Peut-être l'ont-elle bien été pour les intéressés eux-mêmes! Le résultat ne s'expliquent pas par une dialectique quelconque, mais par une analyse de la situation sociale des populations, et des circonstances extrêmement détaillées dans lesquels elles se sont trouvées. Les points de vue de Berlin ou de Moscou n'ont aucune importance.

(10) La reconstitution d'un *Empire russe* non-bolchevique était leur priorité en ces temps-là, ne l'oubliions pas.

Du 22 juin au 10 juillet 1941, l'*Empire allemand* envahit la Lettonie dans le cadre de l'*Opération Barbarossa*. La Lettonie est intégrée au *Commissariat impérial des Terres de l'est (Reichskommissariat Ostland)*, avec l'Estonie et la Lituanie.

Du milieu de l'année 1944 à la capitulation de l'*Empire allemand*, l'*Empire russe* reconquière l'Estonie, qu'il réintègre dans l'U.R.S.S.

Durant la phase précédent l'effondrement définitif de l'U.R.S.S. le fait national reprend le dessus. Les nationalistes remportent les premières élections libre au printemps 1990, le «*Soviet suprême*» décidant en conséquence, le 4 mai, la «*restauration*» de la Lettonie «*dans une forme à déterminer*» (début de la période dite «*transitoire*»). Le 20 janvier 1991, le coup-d'État Gorbatchev est également tenté à Riga, mais la mobilisation de la population le déjoue, barricadant la ville et forçant les chars à s'en retirer. Le référendum d'autodétermination prévu par la déclaration du 4 mai 1990 se déroula au printemps 1991: avec plus de 87% de participation et plus de 73% des suffrages exprimés, l'indépendance est adoptée. Après le coup-d'État foiré des «*vieux-sbires du K.G.B.*», le 19 août 1991, la fin de la «*période transitoire*» est sonnée, la République est restaurée le lendemain, et la constitution de 1922 remise en service.

Bien plus qu'en Estonie, les exactions des empires auront causés des dommages dans la composition de la population. Actuellement, s'il n'y a plus «*d'allemands*» en Lettonie, il n'y a plus non plus de «*juifs*» ni de «*roms*», particulièrement exterminés par le *Troisième Empire allemand*. Les déportations en Sibérie d'adversaire de l'*Empire russe bolchevique* ont également fait nombre. Si comme en Estonie, la langue lettone est la seule langue officielle, il existe cependant une population importante russophone d'origine non-lettone. Les événements récents et l'avenir nous diront si cette population continue de se «*lettoniser*» en défi à la politique actuelle de l'*Empire russe*.

----

Par rapport aux trois *Nations baltiques* dont les situations ont été examinées ci-dessus, les deux suivantes présentent une différence: elles ont eu, un temps, une puissance locale, que l'on ne peut pas qualifier «*d'impériale*», - mais elles ont, à une époque, dominé les populations environnantes, un certain temps d'ailleurs en commun, et ce n'est pas là leur seul point commun.

La Lituanie s'est constituée comme État dès le 13<sup>ème</sup> siècle, par le rassemblement de tribus baltes païennes liant leurs sorts en défense des croisés papistes évoqués précédemment. A leur palmarès, la défaite des *Chevaliers porte-glaive*, ce qui n'est pas la moindre des choses.

Mais la permanence de l'État n'étant pas le moindre des soucis de ceux qui les dirigent, non seulement ils composèrent avec les colons alle-

mands, les principautés russes, les princes polonais et l'empire mongol, par des associations familiales, des conflits ou des pactes, ce qui, chemin faisant les amena à dominer les populations baltes et slaves des confins russes aux confins polonais et jusqu'à la Mer noire, - et aux confins mongols (Khanat tatare de Crimée).

Associé aux polonais (sorte de confédération de deux royaumes), il déferont, au début du 15<sup>ème</sup> siècle, les *Chevaliers teutoniques*, ce qui n'est toujours pas la moindre des choses.

Jusqu'à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, la confédération polono-lituaniennes, dite *République des deux-nations*, doté d'une royauté élective et d'un parlement nobiliaire, - un des premiers États constitutionnaliste au monde, - possède une position dominante entre les puissances limitrophes aspirant peu ou prou à l'état d'empire: allemands, autrichiens, suédois, russes, turcs. Les «*partages de la Pologne*» de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, aboutissent au dépeçage total de la confédération, - résultat des volontés concordantes des prussiens et des russes et de l'opportunisme autrichien, - soit à la domination totale de l'*Empire russe* sur les populations lituanienne, biélorusse et ukrainienne, et à celle des prussiens et autrichiens sur les populations polonaises.

C'est durant le contexte des *Révolutions constitutionnelles* et l'époque de la *Révolution française*, que se déroulent les dits «*trois partages de la Pologne*», - 1772, 1793, 1795, - réactions des Empires à différentes tentatives politiques de fait hostiles à l'autodétermination constitutionnelle de ces nations. Ils se concluent par deux faits notables pour la Lituanie: - d'une part son intégration finale totale dans l'*Empire russe*, - d'autre part par son intégration au *Yiddishland*, cette partie occidentale de l'*Empire russe* dans laquelle les israélites et leur descendance étaient seulement autorisés à résider. Cette situation ne sera pas sans conséquence sur ces populations, - de la part de l'*Empire russe* sur ses terres, - et de la part de l'*Empire allemand* conquérant ces terres.

Durant le 19<sup>ème</sup> siècle, le fait national se développe en parallèle à celui des autres nations soumises par l'*Empire russe*. Si la résistance à la russification se manifeste en des situations insurrectionnelles (1830, 1831, 1863), c'est au moment des événements révolutionnaires de 1905 puis de 1917 que la volonté d'autodétermination s'exprime par la volonté d'une entité nationale indépendante.

Celle-ci est proclamée le 16 février 1918, sous l'occupation allemande, avec un roi allemand à la clef. La défaite allemande entraîne la proclamation de la république. La guerre menée par le nouvel *Empire russe* se terminera par sa propre défaite en 1919, et la signature du traité de paix le 12 juillet 1920. Mais la guerre menée par le nouvel État polonais en 1920 conduit à des concessions territoriales importantes. L'instauration d'un État totalitaire s'y fit rapidement (1926), jusqu'à la seconde guerre

mondiale, - sous cette forme.

En vertu de «*l'ancienneté des Empires*», le pacte germano-russe du 23 août 1939 attribuait la Lituanie au *Troisième empire allemand*. Dans la ruée invasive de la Pologne, ce sont les armées russes qui y entrent le 20 septembre 1939, avant de s'en retirer le 10 octobre, puis d'y revenir en juin 1940, en vertu d'un «*protocole additionnel*» au pacte entre les deux empires (sic). Le 22 juin 1941, «*Opération Barbarossa*», ce sont les armées de l'*Empire allemand* qui y pénètrent. La Lituanie est intégrée au *Commissariat impérial des Terres de l'est* (*Reichskommissariat Ostland*), avec l'Estonie et la Lettonie.

De la première occupation russe à celle de 1945, et jusqu'à la mort de Staline, les *Empires allemand et russe* et leurs subsidiaires locaux se livrèrent à des massacres et déportations très importants. Les «*minorités nationales*» (juifs, roms, allemands...) disparurent quasiment, et les personnels politiques successifs éliminés.

L'émancipation nationale fut remise à l'ordre-du-jour concomitamment à l'affaiblissement du pouvoir communiste en U.R.S.S en 1988. L'indépendance est de nouveau proclamée le 11 mars 1990. L'*Empire russe*, dans sa dernière tentative avant dislocation tente, en janvier 1991, la reconquête de la Lituanie, qui s'acheva piteusement comme dans les autres républiques baltes.

Un référendum se tint le 9 février 1991; avec près de 85% de participation, plus de 93% des votants confirme l'indépendance

-----

L'histoire de la Pologne en tant qu'État peut être datée du huitième siècle, période qui vit une tribu slave, les Polanes, dominer les tribus slaves environnantes, et se dorer des attributs du Pouvoir d'en définir le destin.

Aux 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> siècles, cet État occupait une zone géographique significative de l'actuelle Pologne.

Dès le 12<sup>ème</sup> siècle, les ordres militaires et religieux façonnent l'État à leur image (structuration féodale). Les conflits avec les États limitrophes (Allemagne teutonique, Bohême, Hongrie), sont d'actualité. C'est durant cette période qu'un monarque polonais accorde la protection de son État (la capitale en est alors Cracovie), aux israélites victimes de l'antijudaïsme de l'époque, et à leurs descendants.

Au 14<sup>ème</sup> siècle commence l'union confédérée des royaumes de Pologne et Lituanie évoquée précédemment.

Ainsi, jusqu'à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, cette union limita l'expansion impériale, tant germanique que russe, sans pour autant assurer la liberté de certains peuples à disposer d'eux-même; cette situation finit par cesser: vint alors l'époque des «*partages*» de la Pologne entre empires conquérants (11).

Nous passerons sur l'épisode napoléonien, où cette fois, ce fut l'Empire français qui intervint: réduire la puissance des *Empires allemand, autrichien et russe*, passait par la reconstitution du *Royaume de Pologne* (dit alors *Duché de Varsovie*), le temps que la puissance de l'*Empire français* dura.

Le fait national se réaffirma au cours du 19<sup>ème</sup> siècle, comme en bien d'autres «*nationalités*» (12), par réaction à la politique de russification à l'est, ou de germanisation à l'ouest. La répression des soulèvements de: - 1830-1831 et 1861-1864 côté russe, - de 1846 côté autrichien, aboutissent à une émigration massive. Les institutions mises en place par les trois *Empires-partageant* ne survivront pas à la *Première guerre mondiale*, l'indépendance étant proclamée le 11 novembre 1918, dans des frontières définies ultérieurement par le *traité de Versailles*, le 28 juin 1919. Cette situation n'évitera pas de nouvelles oppressions de nationalités, l'oligarchie militaire qui y prit le pouvoir intervenant y compris en soutien au *Troisième empire allemand* lors de la «*crise des Sudètes*» en 1938.

Entre-temps, l'*Empire russe bolchevik* lança une offensive contre la Pologne (et les républiques baltes simultanément), dans le but de la bolcheviser et de poursuivre y compris jusqu'à Budapest et Berlin, voire Rome, Paris et... Brest!!! Le traité de paix de Riga mis fin à ce conflit le 18 mars 1921.

En vertu du pacte germano-russe du 23 août 1939, la Pologne fut de nouveau partagée entre ces deux empires, le *Troisième empire allemand* s'emparant de sa partie dès le 1<sup>er</sup> septembre 1939, de la totalité de ces régions lors de l'*Opération Barbarossa*, le 22 juin 1941.

Si l'État polonais disparaissait, son personnel, et l'«*élite de la Nation*», disparaissaient le plus méticuleusement sous les auspices des empires, l'allemand y ajoutant la plus abjecte extermination d'une population, celle des israélites et leurs descendants.

La *Seconde guerre mondiale* se termina par un nouveau démembrément de la Pologne. Les régions orientales peuplées de lituaniens, bielorusses ou d'ukrainiens rejoignirent les États de l'*Empire russe* correspondants. Le Poméranie prussienne et l'extrême-est de l'*Empire allemand* furent vidés de leurs populations germaniques pour être transférer à la *République populaire de Pologne*.

Durant cette période, les Empires concernés ont réglé la question des nationalités par la voie la plus extrême en barbarie qu'on ait connu jusqu'à nos jours.

La *République populaire de Pologne* connut de nombreuses périodes d'effervescence émancipatrice, plus connues que celles de bien d'autres na-

(11) Pléonasme navrant, toutes mes excuses!!!

(12) *Nationalité* est entendu ici au sens de *Nation-en-puissance* ou *Proto-nation*. Voir p.2, 1<sup>ère</sup> colonne: les notions de *Peuple* et *Nation*.

tions de l'est-européen: 1956, 1970, 1980. Avec, pour cette dernière, l'irruption d'une Confédération syndicale, la *N.S.Z.Z. Solidarność*, englobant l'essentiel des forces économiques du pays.

Cette organisation menaçait à la fois le système économique en place, cette «communauté carcérale du Travail» dite «communiste», et le retour au système capitaliste. Elle fut attaquée de toutes parts: par la dictature communiste de l'extérieur (coup d'État militaire sous le commandement du général Jaruzelsky), par l'*Église catholique romaine* de l'intérieur, - et de toutes les forces «syndicales» qui lui sont pleinement ou historiquement liées, - je vous les laisse deviner, - pour favoriser le retour au système capitaliste.

Les deux actions combinées aboutirent à la transformation de la *Confédération syndicale* en un parti politique qui, avec la bénédiction de l'*Empire russe* et de l'*Église catholique*, assura le retour au système capitaliste et le recyclage du personnel politique communiste dans le nouvel environnement économique et politique. La combinaison de ces deux forces aboutit à la résurgence nauséabonde d'un néo-totalitarisme cléricalo-politique xénophobe et antisémite. Y compris la seconde *N.S.Z.Z. Solidarność* sombra dans le corporatisme de type mussolinien.

Mais pour en rester sur la politique impériale de la Russie, notons que, alors que deux ans avant le début de ces événements, en 1979, l'*Empire russe* envahissait l'Afghanistan, il n'a pas envahit la Pologne! Était-ce parce qu'il avait d'autres moyens de s'y faire, ou parce qu'il n'était pas à même d'en assurer les conséquences? toujours est-il que l'indépendance de la Pologne semble aujourd'hui bien garantie, à plus forte raison depuis les tentatives russes en Ukraine.

-----

Un petit mot sur «l'enclave russe de Kaliningrad». Il s'agit d'une création totalement artificielle, réalisée en 1946 par l'*Empire russe bolchevique*, sur le territoire allemand dit de la *Prusse orientale*, où vivaient avant la Seconde guerre mondiale: majoritairement des allemands, des lituaniens et des polonais.

La plus grande partie de la Prusse orientale intégra alors la *République populaire de Pologne*, une autre partie la *R.S.S. de Lituanie*, et le reste, autour de la ville de Koenigsberg rebaptisée Kaliningrad, constitua un *oblast* de la *R.S.S.F. de Russie*.

La population allemande avait été évacuée par le *Troisième empire allemand* dès sa débandade sur cette partie du front, ce qui en faisait un territoire dépeuplée dans lequel l'*Empire russe bolchevique* se tailla une issue supplémentaire à la Mer baltique, au détriment de la Lituanie et de la Pologne.

Jamais l'une ni l'autre n'en revendiquèrent la souveraineté, l'*Empire russe bolchevique* l'ayant repeuplé quasi-exclusivement de russes, de biélo-

russes et d'ukrainiens.

Depuis l'effondrement de l'*Empire russe bolchevique*, cet appendice russe fortement militarisé constitue une menace permanente sur les États limitrophes.

-----

L'histoire de l'*État biélorusse* est bien moins connue que celles des États examinées ci-dessus. A cela plusieurs raisons.

La première: d'*État biélorusse* antérieur à l'époque actuelle, il n'est fait référence qu'à une *Principauté de Polotsk*, entre le 9<sup>ème</sup> et le 14<sup>ème</sup> siècle, sur le territoire approximatif de l'actuelle *Biélorussie*.

La seconde: ces populations sont vulgairement (voire grossièrement) traitées d'*«annexes de la Russie»*, ne présentant que des variantes linguistiques *«patoisantes»*, - stéréotype de la présentation des populations *«bordurières»* que tout empire entend *«assimiler»* rapidement.

Revenons à ce propos sur les origines de l'U.R.S.S.

Dans l'ouvrage «*Le vrai Lénine d'après les archives secrètes soviétiques*», l'auteur (13) relate, dans la partie traitant des derniers événements de la vie du dictateur, au stade avancé de la maladie qui l'emporta, le conflit interne au *Bureau politique du Parti communiste russe*, à propos de l'*«affaire géorgienne»*:

«*Au début de mars 1923, Lénine fut accaparé par ce qu'on a appelé l'*«affaire géorgienne»*. Un conflit avait éclaté, à l'automne précédent, au sujet du plan de Staline, alors commissaire aux Nationalités, visant à intégrer les trois républiques du Caucase - Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie - en tant qu'entités autonomes à l'intérieur de la Fédération de Russie. Le plan concernait d'autres républiques également, mais c'est le Caucase qui fut à l'origine du conflit. Les bolcheviks géorgiens, quoique acceptant le principe de l'intégration économique de la région, refusaient catégoriquement d'abandonner leur indépendance politique. Le conflit avait poussé Lénine à proposer un arrangement, lequel aboutit effectivement à la fondation de l'U.R.S.S. en décembre 1922. Au lieu d'annexer les républiques à la Fédération de Russie, il entendait leur conférer un statut apparemment d'égalité en tant que parties fédérées d'une union; une union qui gouvernerait la Russie, et non l'inverse. Staline, lui, se conformait à son propre plan, et le conflit de Géorgie dégénéra en un conflit entre le leader grabataire et son lieutenant piaffant.*

*En mars 1923, la situation en Géorgie s'était détériorée à tel point qu'Ordjonikidzé, furieux des résistances et atermoiements rencontrés à l'échelon local, agressa physiquement un bolchevik du lieu.*

(13) Dimitri VOLKOGONOV, «*Le vrai Lénine d'après les archives secrètes soviétiques*», Éditions Robert Laffont, 1995, pp.380 et 381.

Général russe, perestroïkien pour finir, 1928-1995, historien.

*Pour Lénine, lorsque la chose lui parvint, c'était un acte d'oppression nationaliste de la pire espèce: des non-Russes assimilés se comportant de façon plus détestable que des tyranneaux russes. Lénine n'approuvait pas le «nationalisme» des bolcheviks de Géorgie, mais sur le moment il lui sembla un moindre mal que le «chauvinisme de grande puissance». Il considérait la question des nationalités - c'est-à-dire la politique à mener pour maintenir soudé un pays multinational - comme étant d'importance majeure. Il dicta donc une note à Trotski lui demandant de se charger de: «plaider l'affaire géorgienne au Comité central. L'affaire est maintenant «instruite» par Staline et Dzerjinski, et je ne peux m'en remettre à leur impartialité». Comprenant sans doute qu'accepter cette mission serait entrer en conflit ouvert avec Staline, Trotski déclina l'offre en alléguant sa santé défaillante. Il jugeait urgent d'attendre.*

*Le lendemain, apprenant le refus de Trotski, Lénine dicte la dernière lettre de sa vie. Elle est adressée aux bolcheviks de Géorgie: «Je suis votre dossier avec tout mon cœur. Je suis consterné de la brutalité d'Ordjonikidzé et de la mansuétude que Staline et Dzerjinski ont montrée à son égard. Je prépare des notes et un discours à votre intention». Il n'allait pas être en état de tenir cet engagement».*

Vous avez bien lu. La puissance économique doit échoir, quoi qu'il arrive, au «Centre». Le mieux serait qu'il en soit de même pour la puissance politique, en tous lieux. Mais avec tous ces «non-russes mal assimilés», il faut faire gaffe! Qu'on leur laisse donc quelques strapontins d'où ils pourront applaudir la dictature économique, sous leur apparence indépendante, et sous l'autorité locale de «non-russes bien assimilés».

Messieurs Lénine et Staline n'avaient sur ce sujet de «divergence» qu'un iota en musique; Monsieur Trotski n'y voyait, à juste titre pas matière à travail pénible, ce qui lui permit d'écrire «l'*Histoire*» à sa façon plus tard. Leurs héritiers ne se retrouvent-ils pas tous «poutiniens» aujourd'hui?

Pour en revenir à la «nationalité» ruthénienne, blanc-russienne, biélorusse ou bélarus, comme on la nomma successivement: elle fut, après l'épisode principautaire cité ci-dessus, successivement sous les tutelles: lituanienne du 14<sup>ème</sup> au 16<sup>ème</sup> siècle - période de structuration de la langue bélarus; polonaise (ou polono-lituanienne formellement) du 16<sup>ème</sup> au 18<sup>ème</sup> siècle - avec épanouissement linguistique; et russe à partir des «partages de la Pologne» à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle - avec déplacements de population vers le centre de la Russie par nécessité de russification.

Au cours du 19<sup>ème</sup> siècle, des révoltes éclatèrent, 1830, 1861, en relation aux mouvements nationalistes lituanien et polonais, l'issue envisagée par les élites nationalistes étant la constitution d'une confédération lituano-polono-bélarus rappelant la

situation étatique d'avant les «partages de la Pologne».

La Première guerre mondiale se déroula quasi-méthodiquement sous occupation allemande, qui, pour attiser l'hostilité à l'*Empire russe*, libéralisa l'enseignement en langue bélarus par les bélarus eux-mêmes.

Le traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918 attribuait ces territoires à l'*Empire allemand*. Le 25 mars est proclamé la République populaire biélorusse, par les partis nationalistes et sociaux-démocrates. L'*Empire russe bolchevik* lance son attaque vers l'ouest (guerre de Pologne) dès le début de l'année 1919, après la débandade de l'*Empire allemand* à l'ouest. S'il y proclame une République socialiste soviétique de Biélorussie le 2 janvier 1919, celle-ci ne durera qu'un mois. Durant le temps du conflit polono-russe, diverses situations étatiques se succéderont, jusqu'au 18 mars 1921 (*Traité de Riga*) qui entérina le «partage de la Biélorussie» entre la Pologne et la Russie.

En vertu de ce que nous évoquions précédemment sur la création de l'U.R.S.S., la solution leninienne l'ayant emporté, la R.S.S. de Biélorussie y participa.

Durant une première période, l'enseignement de la langue bélarus fut développé du côté de l'*Empire russe bolchevik*, puis réprimé, lorsque les élites «non-russes mal assimilées» n'étaient plus utiles (solution stalinienne); avec toute la barbarie qui s'imposait. La Pologne n'avait rien à lui envier, elle mena de son côté une politique de «polonisation» de ses populations bélarus.

Le Pacte germano-russe du 23 août 1939, préalable à l'invasion et au partage de la Pologne, attribuait le territoire bélarus de la Pologne à l'*Empire russe bolchevik*, ce qui fut fait. Mais l'*Opération Barbarossa* inversa l'ordre des choses: pendant les deux à trois années qui suivirent, l'extermination des populations yiddish, roms..., fut systématique, un quart de la population de l'État disparut, tandis qu'une «élite nationaliste» sombra dans cette collaboration exterminatrice.

Au retour de l'*Armée rouge*, l'intégration économique battant son plein, la Biélorussie, - d'État fondamentalement agricole, - il lui sera ajouté des activités industrielles compatibles avec l'immigration massive de «grand-russiens» nécessaires à la contre-partie de cette masse de «non-russes non-assimilables».

La «province» biélorusse vit toutes ses qualités «nationalitaires» mises en cause, - la russification repris à outrance, - aucune opposition ne se manifesta jamais contre le «Centre» jusqu'à l'opportunité de re-proclamation de l'indépendance, le 25 août 1991, concomitamment à la dissolution de l'U.R.S.S. et la création de la «Communauté des États indépendants».

Un ancien «syndicaliste kagébiste», nommé Loukachenko, concomitamment au «kagébo-kagébiste» Poutine, mit l'État biélorusse sous sa coupe-ré-

glée, jusqu'à servir de base arrière à l'invasion de l'Ukraine en 1922.

La Biélorussie est certainement l'exemple le plus illustratif du succès de l'option leninienne eu égard aux «non-russes non-assimilés»... il n'y en reste vraiment plus beaucoup aujourd'hui, la conquête de l'État les ayant tous contraints jusqu'à la moelle!!!

-----

Avant d'aborder la question de l'Ukraine, examinons celle de la Moldavie, tant sa situation pourrait être illustrative de ce qu'il adviendrait de l'Ukraine si, - dans un premier temps, - l'Empire russe réussissait, - pour partie, - son ambition d'occupation totale.

Le territoire actuel de la République de Moldavie est une partie de celui de la Principauté de Moldavie, autonome depuis le 14<sup>ème</sup> siècle, mais vassale du Royaume de Pologne, puis de l'Empire turc ottoman à compter du milieu du 16<sup>ème</sup> siècle et jusqu'à début du 19<sup>ème</sup> siècle.

Deux autres principautés roumanophones ont lié leurs sorts à celle-ci. La Principauté de Valaquie, qui constitua la base du Royaume de Roumanie au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, et la Principauté de Transylvanie qui comportait, elle, une minorité hongroise importante. A cette fin, la première dut s'émanciper elle aussi de la tutelle ottomane, la seconde de celle de l'Empire austro-hongrois et de la noblesse hongroise qui la dirigeait.

Le territoire actuel de la Moldavie s'étend à peu près entre les rivières Prout-Danube à l'ouest, et Nistru/Dniestr à l'est. Il n'est que la partie orientale de l'ancienne Principauté, le résultat d'un accord entre l'Empire russe et l'Empire turc ottoman en 1812.

Quatre territoires illustrent les volontés des tutelles impériales successives, de créer des situations artificielles dans les installations de populations sur des territoires donnés: - le Boudjak, aujourd'hui ukrainien, situé au sud et donnant sur la Mer noire; - la Transnistrie, située à l'est, issue des aléas impériaux de la seconde guerre mondiale; - la Bukovine, située au nord, séquelle des appétits des empires environnants au 19<sup>ème</sup> siècle; - et la Gagaouzie, dont la situation a fini par se régler récemment.

Le Boudjak ou Bessarabie géographique, est la région située entre l'estuaire du Dniestr/Nistru et le delta du Danube. Peuplée de moldaves au départ, - d'abord des populations d'origine mongole relevant du Khanat mongol de Crimée s'y installèrent à leur détriment, - l'Empire ottoman y amena des populations turques tant musulmanes que chrétiennes, - et, à la fin de guerre russo-turque en 1812, un échange de population dispersa les populations tatars et turcs (musulmanes) vers la Dobroudja et les régions littorales de la Roumanie et de la Bulgarie actuelle; tandis que l'Empire russe, y installa des populations chrétiennes (russes, ukrainiennes, bul-

gares, gagaouzes c'est-à-dire turques chrétiennes, allemandes ou autres germanophones) et yiddish. De la fin de la Guerre de Crimée (1853-56) à la fin de la Guerre russo-turque (1877-78), une partie du Boudjak retourna à la Principauté de Moldavie, jusqu'au Traité de Berlin qui, reconnaissant l'indépendance de la Roumanie, réattribuait tout le Boudjak à l'Empire russe. La débandade militaire qui accompagna la chute de l'Empire russe tsariste permit la proclamation le 14 décembre 1917, d'une République démocratique moldave, dont faisait partie le Boudjak, qui rejoignit donc, en avril 1918 le Royaume de Roumanie créé en 1859 après la Guerre de Crimée, qui avait, elle, eu lieu en réponse à la volonté de l'Empire russe tsariste d'accaparer les anciennes principautés roumanophones encore sous tutelle de l'Empire turc ottoman. Le Pacte germano-russe du 23 août 1939 attribuait toute la «Moldavie orientale» à l'Empire russe bolchevik, le Boudjak rejoignant la R.S.S. d'Ukraine, le reste constituant la R.S.S. de Moldavie. En vertu du même pacte, les populations allemandes partirent dans la zone de peuplement germanique forcée de la Pologne, dont ils disparurent à la défaite du Troisième empire allemand. L'Opération Barbarossa entraîna le Royaume de Roumanie dans la guerre contre l'Empire russe bolchevik; il en retira l'acquisition du Boudjak et de... la Transnistrie!!! S'il dut rendre le Boudjak en août 1944, la Transnistrie lui resta, ce qui n'est pas le moindre problème! Les villages vidés de leurs populations allemandes pendant la Seconde guerre mondiale permirent d'y installer d'autres ukrainiens ou russes; les roumanophones ne représentent plus que 13% de la population du Boudjak, les populations allemandes, tatars et turcs non-chrétiennes ont complètement disparues; les populations yiddish et roms ont été exterminées par le Troisième empire allemand. Il n'y a plus de problème «Boudjak» de nos jours (sic)!!!

Le problème de la Transnistrie reste, lui, bien d'actualité. Le point de départ: au delà (trans) du fleuve Nistru/Dniestr, c'est à dire sur sa rive gauche, une partie de la Podolie (région ukrainienne située entre le Nistru/Dniestr et le Boug) était peuplée majoritairement de roumanophones (pour le reste d'ukrainophones), sans jamais avoir fait partie de la Principauté de Moldavie. Elle faisait donc partie de l'Empire russe tsariste jusqu'en 1917, ce dernier y ayant, en plus, favorisé l'installation de populations moldaves. A sa chute, cette région intégra la République populaire d'Ukraine (non bolchevique) malgré un mouvement nationaliste romano-moldave important. L'Empire russe bolchevik, dans sa grande mansuétude vis-à-vis des «non-russes mal assimilés» y créa une R.S.S. autonome moldave au sein de la R.S.S. d'Ukraine, sous l'autorité de «non-russes bien assimilés» autochtones ou importés, cela va de soi; mais à cette époque là la population roumanophone est

déjà bien inférieure à la population ukrainophone. Quand en vertu du *Pacte germano-russe* d'août 1939, l'*Empire russe bolchevik* repris possession de l'ancienne *Bessarabie impériale*, il créa la *R.S.S. de Moldavie* dans laquelle il incorpora la *R.S.S.A. moldave* qu'il détacha de la *R.S.S. d'Ukraine*. Le *Royaume de Roumanie* doté du régime militaro-fasciste du M<sup>al</sup> Antonescu assista le *Troisième empire allemand* dans l'*Opération Barbarossa*; ce qui lui valut d'acquérir, en compensation de la perte de la Transylvanie, attribuée au *Royaume de Hongrie*, vassal du *Troisième empire allemand*, l'ensemble des territoires entre le Nistru/Dniestr et le Boug, dans lequel il appliqua des mesures exterminatrices similaires aux allemandes dans le *Yiddishland* de la Roumanie à l'Estonie, en passant par Ukraine, Biélorussie, Pologne, Lituanie et Lettonie. Le *Royaume de Roumanie* ayant eu la bonne idée d'inverser ses alliances après avoir chasser le régime du M<sup>al</sup> Antonescu, l'*Empire russe bolchevik* l'en remercia et le ramena à la situation géographique d'avant l'*Opération Barbarossa*. Aux exterminations de populations succédèrent les déportations sous l'accusation de collaboration (réelle ou inventée) et aux transplantations. La *Transnistrie moldave* se trouva rapidement peuplée de russes russophones n'ayant que les vues de l'*Empire russe bolchevik* comme destinée. A la chute de celui-ci, cette nouvelle enclave russe protégée par une armée russe demanda son rattachement à la *Fédération de Russie*, - refusant toute situation autonome ou fédérative dans le cadre du nouvel État moldave indépendant. Si l'*Empire russe ante-poutinien* ne pouvait admettre ce rattachement pour cause d'accords internationaux contraires, la *République moldave du Dniestr* déclarée indépendante est une menace ouverte de l'*Empire russe poutinien*, tant pour les populations moldaves que pour les populations ukrainiennes.

Le cas de la Gagaouzie est différent. Il s'agit de populations turques déplacées au gré des vicissitudes de l'*Empire turc ottoman* lors de son expansion, mais admise au sein de l'*Empire russe tsariste* lors de sa récession pour cause de religion chrétienne et non musulmane. Soumises à russification comme toutes les autres populations de l'*Empire russe tsariste* et de son successeur *bolchevik*, la débandade de ce dernier et l'indépendance de la Moldavie, en 1991, créèrent une période d'incertitude institutionnelle qui se termina en 1995 par la constitution d'une *Unité territoriale autonome de Gagaouzie*. Cette situation permet semble t-il la paix civile.

En ce qui concerne la Bukovine: cette région carpathique roumanophone est le centre originel de la *Principauté de Moldavie*, qui, de vassale de l'*Empire turc ottoman*, passa dans le giron de l'*Empire autrichien* à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle. Sa population changea par l'apport de population austro-allemande, polonaise, yiddish, ukrainienne et russe. A l'issue de la *Première guerre mondiale*, les po-

pulations moldaves, toujours majoritaires, demandèrent leur rattachement au *Royaume de Roumanie*, tandis que les ukrainiens demandaient leur rattachement à la *République populaire d'Ukraine* (non-bolchevique). L'écrasement de la révolution ukrainienne par l'*Empire russe bolchevique* les dissuada de poursuivre cette revendication. Le *Pacte germano-russe* d'août 1939 partagea la Bukovine en deux parties: le nord rejoint la *R.S.S. d'Ukraine* de l'*Empire russe bolchevique*, tandis que le sud restait roumain, dans la Roumanie fasciste du M<sup>al</sup> Antonescu (14). Les transplantations, déportations et massacres y furent intenses tant après l'*Opération Barbarossa* qu'après le retour des armées russes, et bien longtemps encore après. De nos jours, la population roumanophone dans la Bukovine ukrainienne est très minoritaire, tandis que la Bukovine roumanophone est restée roumaine, - son retour à la Moldavie n'a semble-t-il jamais été envisagé.

Nous venons d'examiner la situation moderne de la *République de Moldavie* au moyen illustratif de ses minorités actuelles. Indépendante depuis la débandade de l'*Empire russe bolchevique*, la maîtrise de son destin n'a pas été et n'est toujours pas sûre. Si la situation des populations locales semble stabilisée, elle ne l'est qu'avec l'existence d'une pression permanente de l'*Empire russe poutinien*, et pas des moindres.

(A suivre).

-----

(14) Il a souvent été dit, dans les décennies précédant l'effondrement des États communistes d'Europe de l'est, (à tort ou à raison?), que deux partis communistes, l'allemand et le roumain, s'étaient faits les champions du «recyclage» en leur sein de nombre de membres de l'appareil politique des régimes nazi et fasciste, après la *Seconde guerre mondiale*. On constate bien aujourd'hui le recyclage par des partis d'extrême-droite d'anciens communistes entre autres, comme ce fut le cas avant la *Seconde guerre mondiale*. Les uns comme les autres n'ayant jamais envisagé l'émancipation humaine de l'oppression politique et économique, qu'ils soient d'un dit-extrême à l'autre dit-extrême ne change rien au fond, ce sont les circonstances seules qui les font choisir l'opportunité du moment.